LA NOUVELLE CHASSE À L'HOMO

TELQUEL

N°317. Du 29 mars au 4 avril 2008. 15 DH. 3€

LE MAROC TEL QU'IL EST

DST

Le service de tous les secrets

ENQUÊTE

Siège de la DST à Témara, la forteresse la mieux gardée du royaume (IMAGE SATELLITE)

DST

Le service de tous les secrets

Photo tirée du site Google Earth

Qui n'a jamais entendu parler de la DST ? Qui n'a jamais frémi rien à l'évocation de ce sigle qui renvoie à tant de peurs, de traumatismes, de mystères ? La Direction de la Surveillance du Territoire garde au chaud tous vos secrets. *TelQuel* a percé le sien.

ENQUÊTE

PAR **MAJDOULEIN EL ATOUABI**
ET **KARIM BOUKHARI**
AVEC **LAHCEN AOUAD**

Casablanca, le 24 février. Un soir comme les autres. La ville dort, la corniche prolonge les plaisirs de la nuit au service des derniers noctambules. Comme cette poignée d'hommes regroupés autour de leur "chef", un quadra bon teint, costume sombre et cravate rayée, attablés dans un célèbre cabaret sur la corniche casablancaise. Rien ne les distingue des clients habituels de l'endroit, sauf que les "boys" se sont visiblement donné rendez-vous pour fêter un heureux événement. Un mariage, une naissance, une augmentation de salaire ? Rien de tout cela. *"Ils allaient mettre le Maroc à feu et à sang, mais nous les avons arrêtés au bon moment. Il faut que tout le monde le sache"*, clame le leader de la bande entre deux gorgées de Whisky.

DST Le service de tous les secrets

La phrase n'échappe pas à la curiosité de quelques clients, médusés. Les plus lucides retiennent l'explication chuchotée par l'un des serveurs du cabaret : *"Ne faites pas attention, lui est un commissaire principal de la DST. Il célèbre le démantèlement d'un réseau terroriste"*. Le réseau en question est celui de Abdelkader Belliraj, dont le démantèlement venait d'être confirmé, trois jours plus tôt, par le ministère de l'Intérieur lors d'une conférence de presse à Rabat.

Victoire, donc, pour les services de renseignement marocains, intérieurs et extérieurs. Et victoire, d'abord, pour "le service", le plus important en hommes comme en moyens, la DST (officiellement DGST, Direction générale de la surveillance du territoire).

Image restaurée, merci Mohammed VI

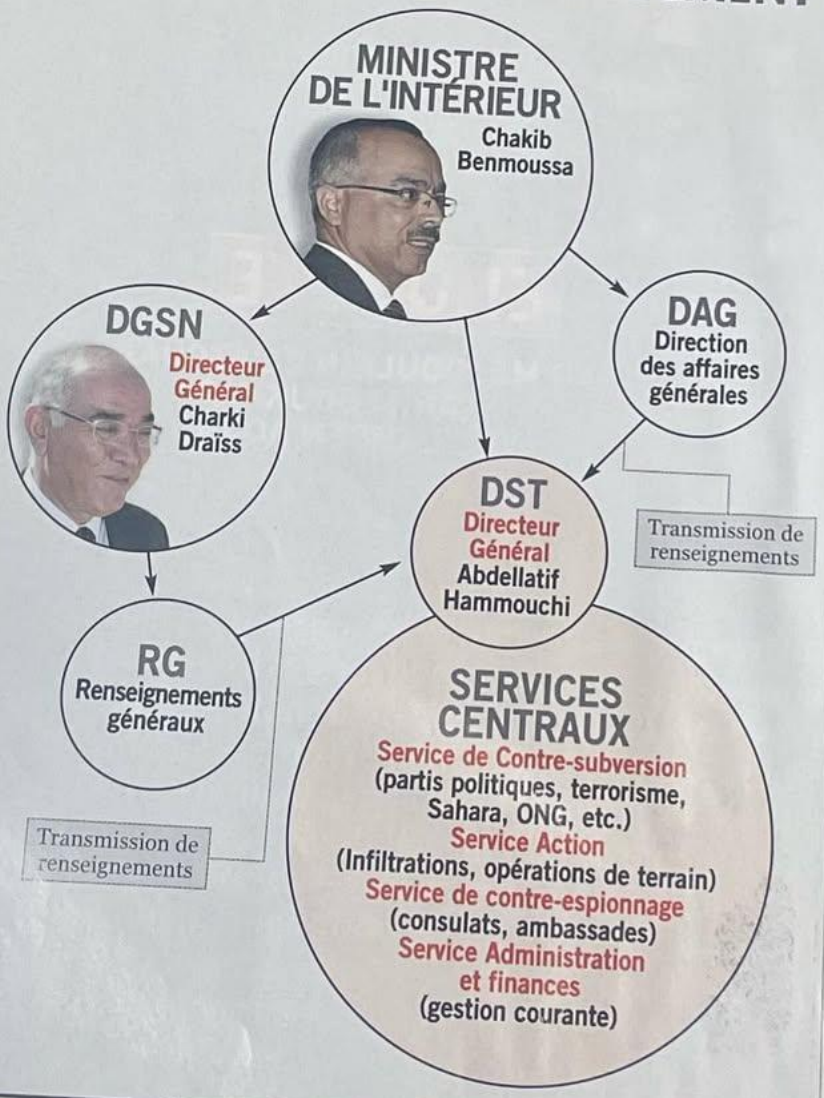
Une date a scellé le petit 1-0 remporté par la DST aux dépens des autres services concurrents, DGED (renseignements extérieurs, le pendant de la DST en dehors des frontières marocaines) en tête : celle du 4 mars. Ce jour-là, à Rabat, la salle de conférences du ministère de l'Intérieur grouille de monde. DST, DGED, DST, DGSN, DAG (renseignements liés au circuit du ministère de l'Intérieur, loin de la Sûreté nationale), FAR, Gendarmerie Royale, Forces auxiliaires : tout le gratin sécuritaire du royaume est venu assister à une cérémonie inédite dans les annales du renseignement marocain. Le roi rend hommage, dans le texte, *"à la vigilance et à la fermeté des services de sécurité dans la défense de la stabilité du pays"*. Lu par le conseiller royal Mohamed Moâtassim, le message de félicitations cite nommément les services sécuritaires du royaume, DST en tête, à l'exception notable de la DAG ou de la DGED. *"C'est sans doute la première fois que le roi évoque la DST aussi clairement dans l'un de ses discours. La DGED, pourtant représentée lors de cette cérémonie, a été désignée par la formule laconique d'organe veillant à la sécurité externe du pays"*, remarque un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, présent durant l'événement. Dans le microcosme sécuritaire, la nuance ne passe pas inaperçue. Elle suscite même nombre d'interprétations.

POUR LA PREMIÈRE FOIS, LE ROI ÉVOQUE NOMMÉMENT LA DST DANS UN DISCOURS, LUI DONNANT AINSI UNE CAUTION PUBLIQUE.

"Personne n'est dupe, le message royal s'adressait surtout à la DST, qui a joué un rôle de première importance dans le démantèlement du réseau Belliraj. Ce message n'a d'ailleurs fait que rattraper une omission lors de la conférence de presse organisée par le ministère de l'Intérieur, dans laquelle le rôle de la DST avait été totalement occulté", commente un gradé de la Sûreté nationale. *"En citant la DST, le roi ne voulait pas seulement saluer son travail. Il tenait à lui donner une caution publique, officielle, qui lui a souvent fait défaut dans le passé"*.

Ces bruits de couloir attestent au moins de l'intention royale de restaurer définitivement l'image de son premier service de sécurité. Et de lui accorder un léger avantage sur ses nombreux concurrents. Actualité oblige.

DGST LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT



Un œil sur tout ce qui bouge

Alors, la DST est-elle devenue, par les grâces d'un message royal, une administration comme les autres ? Non, pas vraiment. Son siège central à Témara, niché dans une zone verte à quelques kilomètres de Rabat, est probablement l'un des endroits les mieux gardés de tout le royaume. Nul ne peut s'en approcher. Ses "délégations" régionales, désignées sous le générique de brigades, implantées dans les principaux centres urbains du pays, sont parfaitement anonymes, sans enseigne officielle, sans aucun signe distinctif. Ses agents, quand

PROFILS

Les patrons de la DST

DRISS BASRI (1973 - 1999)

LE PÈRE

AFP

C'est sous son long règne que l'image de la DST a été associée, parfois à tort, à "Addakhilia". Dans les faits, l'ancien ministre de l'Intérieur s'est reposé sur les "vétérans" du CAB1, auxquels il a adjoint de nombreuses recrues. Directeur effectif du service, il s'est toujours assuré, pour les tâches de suivi et de coordination, des services d'adjoints, dont les plus connus restent Houcine Jamil et Abdelaziz Allabouch, aujourd'hui tous deux à la retraite. ●

HAMIDOU LAÂNIGRI (1999 - 2003)

L'ÉPOUVANTAIL

AFP

"Longtemps confiné au rôle de troisième homme de la DGED (renseignements extérieurs), derrière les généraux Harchi et Kadiri, Lâanigri a voulu apposer sa griffe sur la DST", **explique cette source proche du général. Le passage de Laânigri, marqué par les attentats du 16 mai 2003, est aussi celui où la "forteresse" de Témara a été clairement pointée, notamment dans les milieux islamistes, comme centre de séquestration et de torture.** ●

AHMED HARARI (2003 - 2005)

L'INTÉRIMAIRE

DR

Ancien responsable de la DST à Casablanca, il doit, nous assure-t-on, sa promotion à Hamidou Laânigri auquel il est resté très fidèle (au point que ses adversaires le surnommaient la "télécommande"). Son départ quelque peu précipité en 2005 a signé la fin réelle de l'ère Laânigri. Rien d'autre à signaler, si ce n'est que son mandat, a posteriori, apparaît clairement comme un simple intérim. ●

ABDELLATIF HAMMOUCHI (depuis 2005)

LE TECHNICIEN

DR

Nommé à 39 ans, on le dit "proche" du roi, en tout cas plus que son prédécesseur. Le quadra, malgré son expérience relativement courte, est connu surtout pour être un homme de dossiers. Et pas n'importe quels dossiers : islamisme, intégrisme, terrorisme, font partie de son champ d'action. L'anticipation sur les attentats (finalement déjoués) de mars-avril 2007, le démantèlement des réseaux Ansar El Mehdi et Belliraj, constituent ses principaux faits d'armes. ●

ils ne célèbrent pas une victoire à la Pyrrhus, sont aussi discrets que nombreux, craints, à la limite intouchables, évités ou courtisés selon les circonstances.

Que ce soit dans les universités, les établissements publics, les hôtels, les restaurants, les cafés, voire même les hammams et les salles de sport, la DST a la réputation d'être partout et de garder un œil sur tout. Via ses agents bien sûr, mais aussi par le biais de ses innombrables informateurs recrutés aussi bien parmi les petites gens, que dans les classes hautes et moyennes. *"Quand on dit informateur, les gens pensent aussitôt au petit indic, au cordonnier, au concierge ou au dealer du coin. Ce qui est un peu vrai. Mais il y a également des professeurs universitaires, des artistes connus ou des hommes d'affaires, et même des figures politiques, parmi nos indics"*, se remémore un ancien agent de la DST. *"En plus des opposants et personnalités politiques, nous recevions chaque jour des milliers de rapports sur de parfaits anonymes. Et il suffisait parfois d'une blague déplacée sur le roi pour déclencher les opérations..."*.

AIC PRESS

Témara. Bienvenue dans le fief de la DST.

Car tout mène au roi, invariablement. Hier comme aujourd'hui. Notre source raconte, avec une pointe d'humour : *"Un jour, nous avons fini par recevoir quelqu'un qui prétendait détenir des informations très sensibles. Il disait qu'il ne pouvait s'en ouvrir qu'au roi en personne. Pour nous, il n'en était évidemment pas question. Mais notre homme n'en démordait pas, il disait vouloir parler au roi, et rien qu'à lui, puisqu'il était à ses yeux, comme il l'a appelé, le patron. Alors on a fini par trouver un stratagème ; on a amené un portrait grandeur nature du roi, et on a dit à notre client : le roi est là, maintenant tu peux parler. Et il a parlé..."*. L'anecdote, qui remonte à l'époque du défunt Hassan II, s'arrête là. Notre source n'a pas pipé mot sur la nature des "informations" en question, ni sur le sort réservé à leur auteur. Mais tous les aveux obtenus par les limiers de la DST ne reposent pas sur des méthodes "douces", et c'est là où le bât a souvent blessé pour le premier service de sécurité du royaume.

"Quand on doit filer quelqu'un, on peut guetter le moment où il sort de chez lui des heures durant sans bouger, en ignorant tout ce qui nous entoure"

PHOTO ET MISE EN SCÈNE AUC PRESS

Bienvenue aux sous-sols du service

"La DST n'arrête personne, elle enquête et prépare des dossiers, c'est tout", résume cet officier à la centrale de Témara. L'affirmation est avérée, mais partielle. Elle ne dit pas tout. Théoriquement, les enlèvements et la torture n'existent pas, les arrestations sont du seul ressort de la police judiciaire (PJ ou BNPJ). Mais théoriquement seulement. Depuis sa création, le "service" a toujours disposé de sous-sols dédiés aux séances dites d'examen de situation. Traduisez "interrogatoire et plus, si affinités". Dans les caves du CAB1, ancêtre de la DST, ou dans les "silounate" du complexe de police de l'Agdal à Rabat, qui a abrité son siège jusqu'à l'édification de la forteresse de Témara dans les années 1990, voire dans les villas et appartements mis à sa disposition, la DST a vu défiler des milliers de pensionnaires malgré eux. Toujours pour les besoins d'"enquêtes" plus ou moins approfondies.

Certains en sont sortis indemnes, d'autres pas. *"On m'a enlevé dans la rue, bandé les yeux, torturé, séquestré, sans jamais me dire que c'était la DST. Mais il n'y avait pas besoin, je savais"*, confie cet ancien détenu politique, qui a connu le sous-sol du complexe de l'Agdal dans les années 70. Les années passent, les étiquettes restent. *"Ce n'est pas un secret : quand quelqu'un disparaît, on pense d'abord à la DST. Surtout s'il a une quelconque activité politique"* est une affirmation qui peut revenir dans la bouche de Monsieur tout le monde.

LA RAISON D'ÊTRE DE LA DST : TRAQUER LE RENSEIGNEMENT POLITIQUE, CERNER LES PROFILS DE SES "ACTEURS".

Les enlèvements, pratique tout à fait illégale mais bien courante dans les services du monde entier, sont du ressort d'un département bien particulier, celui de "l'action", anciennement appelé "les opérations techniques". Ses hommes, choisis parmi les plus "physiques" du service, se servent de rapports de filatures et d'écoutes téléphoniques, avant de jeter leur dévolu sur la cible choisie. Département-clé, il est un peu l'exécutant des basses besognes, au service de la direction la plus importante du service : celle de la contre-subversion. C'est là, précisément, que réside le cœur et la raison d'être de la DST : traquer le renseignement politique, cerner les profils de ses "acteurs", au besoin anticiper sur un quelconque danger pour la stabilité du royaume.

RENSEIGNEMENT

Demandez le mode d'emploi

Au Maroc comme ailleurs, le renseignement est de l'ordre du détail, parfois infime, voire futile. Toute information peut être, selon le contexte qui lui est propre, "importante". Commentaire de cet ancien officier de la DST : *"Lors d'une cérémonie tenue chez une personne pistée par les services secrets, il arrive que l'agent chargé de rédiger un rapport circonstancié soit blâmé pour ne pas avoir mentionné le nom de la personne qui servait les gâteaux aux invités, ou qui les a aidé à se laver les mains"*.

La rédaction et la remise d'un rapport répondent, pour leur part, à un enchaînement particulier. L'officier rédige son rapport sous forme de points clairs et brefs, agrémentés de ses propres observations, parfois de ses éventuelles conclusions. Il le remet ensuite à son supérieur qui le transcrit en français et le paraphe, en mentionnant le "nom de code" de l'agent qui a été chargé de la mission. Le rapport atterrit ensuite à la coordination générale où il est analysé et décortiqué. Les agents chargés de cette étape ne sont pas informés des noms du rédacteur initial, ni de ses supérieurs, leur rôle se limitant à coordonner avec d'autres services sécuritaires et de recouper les informations recueillies, avant d'émettre des conclusions et des hypothèses sur l'authenticité des informations reçues. L'étape suivante est la prise de décision adéquate sur le sort à réserver au rapport émis par l'agent. La boucle est ainsi bouclée.

Chaque officier de la DST dispose, quant à lui, de plusieurs agents placés sous ses ordres, en plus des "antennes" (collaborateurs externes) ou des sources qu'il lui arrive de manipuler. Selon une technique bien rodée, il fait comprendre à chacun d'eux qu'il est sa seule source d'information, de façon à en tirer les renseignements les plus "aveugles", loin de toute influence extérieure. Une fois le rapport reçu, il ne lui reste plus qu'à recouper les informations reçues en consultant d'autres officiers ou agents ayant déjà travaillé sur le sujet concerné.

Reste un point primordial : "la matérialisation de l'information", qui consiste à enregistrer le numéro d'envoi de chaque document à la direction générale. Sauf en cas d'information à transmettre d'urgence, où l'agent est tenu d'informer son supérieur direct par les moyens du bord, le plus souvent oralement. Ce qui ne le dispense nullement de rédiger, ultérieurement, un rapport plus détaillé relatif à l'information recueillie. ●

Ecoutes, filatures, infiltrations

"Quand on est missionnés pour filer quelqu'un, on peut guetter le moment où il sort de chez lui des heures durant sans bouger, en ignorant tout ce qui nous entoure", explique cet agent actif, voué au terrain. La filature, souvent employée en complément aux écoutes téléphoniques, reste le B.A.-BA de l'espion, à l'ancienne comme à la nouvelle école. *"Une filature peut être discrète, ou alors voyante. Dans ce dernier cas, elle fait partie d'une guerre psychologique menée contre la cible"*. Le même recours à la guerre des nerfs peut affecter les écoutes téléphoniques, dont le but n'est pas seulement de capter les échanges verbaux, mais aussi, au besoin, de les rendre difficiles. Le procédé (bips sonores en pleine conversation téléphonique, fritures sur la ligne, etc.) vise clairement à déstabiliser le quotidien de la "cible" du service. Il est d'autant plus efficace, nous explique-t-on, *"qu'il touche à des conversations intimes, personnelles, sans lien avec l'activité* (supposée subversive) *de la cible"*.

Les moyens de faire pression sur une "cible" ne se ressemblent pas. Parce que les objectifs, non plus. Mais il y a les classiques du genre, dont l'incontournable *"comment faire tomber sa cible* (et l'obliger à collaborer) *en faisant appel à l'arme du sexe"*. Une source proche du service raconte : *"Il y a quelques années, la DST a réussi à piéger, en vue de le recruter, l'un des représentants du consulat d'un pays arabe* (ndlr : le renseignement collecté auprès des consulats et ambassades accrédités au Maroc relève du service "contre-espionnage" de la DST). *L'astuce a été de le mettre dans le lit d'une jolie femme et de le filmer dans des positions compromettantes"*. La suite coule de source. Sous la menace de diffuser les images, le diplomate cède au chantage. Il "collabore" mais, pas de chance : les services secrets de son pays ne tardent pas à découvrir son double-jeu. Résultat : il est condamné dans son propre pays à quatre ans de prison ! Ce genre d'opérations "sales" reste monnaie courante, il est un peu intégré dans la rubrique pertes et dégâts collatéraux. Les risques du métier, en quelque sorte.

À la recherche du point G

Mais de qui dépend la DST, et à qui rend-elle compte ? Flash-back. La DGST a été créée par Dahir royal, le 12 janvier 1973 en même temps que sa cousine, la DGED. Publiés le même jour sur le Bulletin officiel et contresignés tous les deux par Ahmed Osman, le Premier ministre de l'époque, les Dahirs qui ont créé ces deux directions comportent cependant plusieurs différences. La DGED est rattachée au Conseil suprême de la Défense nationale avec pour mission de "participer" à la protection et à la sauvegarde de la sûreté de l'Etat et de ses institutions. La DGST, elle, est "chargée" de veiller sur la protection et la sauvegarde de l'Etat et de ses institutions, sous la tutelle (bien théorique) du ministère de l'Inté-

Driss Basri, le tout-puissant ministre de l'Intérieur de Hassan II, a régné sur la DST pendant 26 ans. DR

Mohammed VI décorant Hamidou Laânigri, alors chef de la DGSN, le 30 juillet 2006. AFP

Nomination de Abdellatif Hammouchi à la tête de la DGST, le 16 décembre 2005.

rieur. Dès 1974, la DGST perd son "G", pour devenir DST tout court, et passer du coup de la tutelle directe de l'Intérieur à celle de la Sûreté nationale, ou DGSN.

Le changement de statut dénote un subtil glissement administratif, rien de plus. *"Le seul lien qui existait à l'époque entre la DST et la DGSN était d'ordre budgétaire. Les salaires des agents et les frais de fonctionnement de la DST étaient en effet déduits du budget de la DGSN"*, nous explique un gradé de le Sûreté nationale. *"Et encore, la DST disposait et dispose toujours de plusieurs caisses noires, qui lui permettent de financer ses nombreuses activités clandestines"*, poursuit la même source. En réalité, la mise de la DST sous la tutelle de la DGSN avait pour seul but de lui octroyer une couverture légale pour l'exercice d'opérations... souvent illégales.

Ce n'est que récemment, sous le nouveau règne, que la DST a regagné son G, sans que l'opération ne soit jamais tirée au clair. S'agit-il d'un nouveau, et simple, glissement administratif ? Ou alors, comme on le prévoyait du temps de Laânigri déjà, de l'amorce d'une réorganisation générale des services spéciaux du royaume ?

PHOTO ET MISE EN SCÈNE AIC PRESS

Théoriquement, les enlèvements n'existent pas, les arrestations étant du seul ressort de la police judiciaire. Théoriquement seulement.

LA DST DISPOSE DE PLUSIEURS CAISSES NOIRES, QUI LUI PERMETTENT DE FINANCER SES ACTIVITÉS CLANDESTINES.

Super-flics, super-primes

L'anecdote, survenue il y a quelques mois, a pour théâtre le Tribunal de Salé. Une affaire, une de plus, liée au terrorisme. Un témoin raconte : *"Le juge a décidé d'évacuer la salle pour réduire l'agitation qui régnait dans les lieux. Les policiers se sont employés à la tâche avec le zèle habituel. Au fond de la salle, deux individus sont restés impassibles, indifférents, comme s'ils étaient rivés au banc. Le juge demande leur évacuation, mais l'un des policiers en faction se précipite vers lui, et lui chuchote quelque chose à l'oreille... Et le juge sourit avec un air entendu, portant la main à son coeur comme dans un geste de soumission, et décide de poursuivre les audiences avec les deux individus du fond comme seul public"*. Question : qui sont ces deux mystérieux témoins, qui ont réussi à amadouer l'autorité du sourire ? *"Ils n'arrêtaient pas de prendre des notes, ils ne pouvaient être que des agents de la DST !"*. Possible, possible. Mais très improbable !

La consignation des minutes des procès, ainsi que de multiples tâches domestiques, sont souvent confiées aux agents des RG, l'équivalent de la DST propre à la Sûreté nationale. "La RG", comme on les appelle communément, ratissent large et ramènent tout dans leur filet de pêche, les gros poissons comme les grosses pierres. Les limiers de la DST peuvent, au besoin, récupérer le fruit des investigations de "la RG", avant de filtrer les renseignements, de les recouper, et de leur donner éventuellement une suite.

C'est que la DST peut fonctionner en ré-

HISTOIRE

Au bon souvenir du CAB1

L'ancêtre des services de renseignement marocains s'appelle, donc, le Premier cabinet, plus communément désigné par CAB1. Pensé par les Français, supervisé par les Américains, il a vu le jour en 1960, mettant fin à la première police politique du Maroc indépendant, montée autour de cadres de l'Istiqlal, et d'anciens éléments de la résistance. Le CAB1, sis au quartier Hassan à Rabat, agissait tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume. Théoriquement relié à la Sûreté nationale, le service cumulait les missions d'espionnage et de contre-espionnage. En 1967, et dans les suites de l'affaire Ben Barka, le CAB1, logiquement pointé du doigt dans la disparition deux années plus tôt du célèbre opposant marocain, est condamné à la clandestinité. Il garde alors son nom officiel, ses hommes, ses missions, mais change de local, quittant le quartier Hassan pour des villas aménagées dans le quartier Agdal, regroupant ses principaux départements (notamment la contre-subversion et le département dit des opérations techniques). Clandestinité et éparpillement valent au CAB1 une traversée du désert. Le service perd en efficacité. Il flotte. Tant et si bien qu'il est incapable de déjouer les tentatives de coups d'Etat, en 1971 et en 1972, qui ont failli emporter la monarchie. En 1973, donc, Hassan II reprend les choses en main, dissout définitivement le CAB1 et crée à la place deux services bien distincts : la DST dédiée aux renseignements intérieurs et la DGED tournée vers l'extérieur. La première, en droite continuation du CAB1, reste proche de l'Intérieur et sera d'ailleurs immédiatement récupérée par Driss Basri. La deuxième prend peu à peu une couleur militaire, une tradition qui allait perdurer jusqu'à l'arrivée de Yassine Mansouri, un civil, en 2005. ●

PHOTO ET MISE EN SCÈNE AIC PRESS

Les locaux de la DST a vu défiler des milliers de pensionnaires malgré eux, pour les besoins d'enquêtes plus ou moins approfondies. Certains en sont sortis indemnes, d'autres pas.

ceptacle du travail non fini émanant d'autres services de renseignements plus classiques. Mais qui sont donc ces hommes, qui sont un peu considérés comme le corps d'élite des enquêteurs ? Qui les recrute, et sur quels critères ? Combien sont-ils ?

En l'absence de chiffres officiels sur l'étendue de ses effectifs, il reste les estimations dont les plus fiables varient dans une fourchette de 8000 à 10 000 permanents. Sans oublier les "antennes" et les collaborateurs externes, généralement rémunérés par des caisses propres au service.

police). Ce n'est que quatre mois avant la fin du cursus que les futurs agents sont repérés dans la masse, et invités à intégrer une autre académie, celle de Témara, où ils poursuivent une formation plus spécialisée.

Objectif islamistes

C'est bien connu : la force d'un service du renseignement réside dans sa capacité d'infiltration. La DST a traversé les décennies et changé de "cibles" (hier les gauchistes, aujourd'hui les islamistes). Des agents "barbus" ont donc essaimé parmi les mouvements reliés tant à l'islam politique qu'au terrorisme. Ils fréquentent assidûment les mosquées, là où leurs devanciers écumaient les bars. Et ils infiltrent, ils infiltrent.

SI CERTAINES OPÉRATIONS DE LA DST ONT ÉTÉ DES SUCCÈS, D'AUTRES ONT ÉTÉ DE FRANCHES DÉCEPTIONS.

"Aujourd'hui et à grade égal, un agent de la DST perçoit un salaire supérieur de deux à cinq mille dirhams par rapport à un fonctionnaire de la DGSN", nous confie un commissaire de police. La différence de traitement s'explique par la prise de risques, mais aussi par la formation, plus musclée, chez les policiers du "service". *"A la base, un policier reste un policier"*, rappelle notre source. Traduisez : un élément de la Sûreté ou du service se présentent au même concours d'accès (à l'Académie de

Mais si certaines opérations ont été des succès, expliquant le noyautage, voire le démantèlement de plusieurs réseaux, d'autres ont été de franches déceptions. Qui prêtent parfois au sourire. Exemple de cette anecdote : *"La DST a longtemps essayé de déstabiliser un des ténors d'Al Adl Wal Ihsane. Au point que celui-ci a fini, un jour, par découvrir un micro dans son domicile, implanté là par un maçon, recruté (par la DST) à cette fin"*, confie ce proche de la Jamaâ de Cheikh Yassine.

Les "efforts" consentis par le service pour contrer les mouvements islamistes lui ont valu, en retour, de se transformer parfois en cible terroriste. *"Rappelez-vous que l'un des kamikazes d'avril 2007 avait cherché désespérément le siège de la brigade de la DST à Casablanca, avant de renoncer et de finir par exploser quelques dizaines de mètres plus loin, mais sans le savoir exactement !"*, s'exclame encore notre source.

Là aussi, cela s'appelle les risques du métier. *"Le recours à de nouveaux visages pour infiltrer les mouvements islamistes a malgré tout donné ses fruits"*, se réjouit ce responsable sécuritaire. Il pense sans doute aux super-équipements, très hi-tech, dont s'est doté le service, surtout depuis l'ère Laânigri : des armes sophistiquées, un système d'écoutes téléphoniques ultramoderne livré clefs en main par un célèbre opérateur téléphonique, etc. Au point de faire dire à notre source, dans ce qui ressemble à une blague sans en être forcément une : *"Avant même l'inauguration du nouveau siège de l'USFP à Hay Riad, à Rabat, la DST avait réservé un local mitoyen pour pouvoir garder à portée de vue* (et d'oreille !) *les socialistes"*. Qui dit mieux ? ●